



Les acteurs de marché font-ils la ville ?  
Proposition de numéro spécial

Charlotte Halpern, Julie Pollard

Working papers du Programme  
Villes & Territoires

[wppoleville@gmail.com](mailto:wppoleville@gmail.com)  
<http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

## Résumé :

La ville est-elle construite et organisée par le marché ? De nombreux travaux, anciens et plus récents, ont montré la pertinence d'une entrée par le marché pour rendre compte des transformations de la ville. Certains se sont attachés à rendre compte des effets sur les territoires urbains des dynamiques de mondialisation et des transformations du capitalisme. D'autres se sont interrogés sur le rôle de l'argent dans le fonctionnement quotidien de la ville, ou encore sur les effets du marché sur la transformation des formes urbaines. Ce numéro spécial entend contribuer au débat de manière originale à travers plusieurs choix de positionnement, communs aux contributeurs. Tout d'abord, il part du postulat qu'un positionnement intermédiaire, centré sur les acteurs de marché, constitue un point de départ heuristique pour explorer les transformations urbaines en cours. Ensuite, la perspective interdisciplinaire qui caractérise ce projet (géographie, urbanisme, science politique, sociologie, économie urbaine, ethnologie, histoire) permet de revisiter ces questionnements classiques. Enfin, il entend mettre au premier plan les enjeux épistémologiques et méthodologiques soulevés par l'analyse du marché dans la ville, lesquels sont souvent relégués au second plan ou abordés en creux par la recherche urbaine. L'objet de ce numéro spécial consiste à questionner les choix opérés par la recherche urbaine à partir de cas empiriques et de postures de recherche contrastés. La diversité assumée des postures de recherche donnera lieu, dans chacune des contributions, à un effort de réflexivité sur la démarche de recherche et les catégories d'analyse privilégiées.

Pour citer ce document :

Halpern, Charlotte, Pollard, Julie, (2011). « Les acteurs de marché font-ils la ville ? », *Working papers du Programme Villes & territoires*, 2011-06, Paris, Sciences Po

Pour une version électronique de ce document de travail et des autres numéros des *Working papers du Programme Villes & territoires*, voir le site web <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

## Abstract:

Readers wishing to cite this document are asked to use the following form of words:

Familyname, Firstname (2011). "Title of Working Paper", *Working papers du Programme Villes & territoires*, 2011-xx, Paris, Sciences Po

For an on-line version of this working paper and others in the series, please visit our website at: <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

## Présentation du projet<sup>1</sup>

La ville est-elle construite et organisée par le marché ? De nombreux travaux, anciens et plus récents, ont montré la pertinence d'une entrée par le marché pour rendre compte des transformations de la ville. Certains se sont attachés à rendre compte des effets sur les territoires urbains des dynamiques de mondialisation et des transformations du capitalisme. D'autres se sont interrogés sur le rôle de l'argent dans le fonctionnement quotidien de la ville, ou encore sur les effets du marché sur la transformation des formes urbaines. Ce numéro spécial entend contribuer au débat de manière originale à travers plusieurs choix de positionnement, communs aux contributeurs. Tout d'abord, il part du postulat qu'un positionnement intermédiaire, centré sur les acteurs de marché, constitue un point de départ heuristique pour explorer les transformations urbaines en cours. Ensuite, la perspective interdisciplinaire qui caractérise ce projet (géographie, urbanisme, science politique, sociologie, économie urbaine, ethnologie, histoire) permet de revisiter ces questionnements classiques. Enfin, il entend mettre au premier plan les enjeux épistémologiques et méthodologiques soulevés par l'analyse du marché dans la ville, lesquels sont souvent relégués au second plan ou abordés en creux par la recherche urbaine. L'objet de ce numéro spécial consiste à questionner les choix opérés par la recherche urbaine à partir de cas empiriques et de postures de recherche contrastés. La diversité assumée des postures de recherche donnera lieu, dans chacune des contributions, à un effort de réflexivité sur la démarche de recherche et les catégories d'analyse privilégiées.

### 1. La relation ville et marché: un état des lieux de la littérature en recherche urbaine.

Plusieurs éléments invitent à renouveler les interrogations sur les acteurs de marché dans la ville. Tout d'abord, certaines évolutions récentes motivent cette démarche. Dans un contexte de raréfaction des ressources publiques, ces individus et/ou organisations dont la caractéristique principale est de s'inscrire dans la sphère marchande, par opposition aux sphères politiques et de la société civile, disposeraient d'un rôle accru dans la production de services et d'équipements, ainsi que dans le développement et la capacité d'innovation des territoires. Les modes d'insertion de ces acteurs privés dans les territoires, les formes de mobilisation et de représentation des intérêts économiques et privés, s'en trouveraient ainsi profondément modifiés. Par ailleurs, la question du rôle des acteurs de marché dans la fabrique des villes trouve un écho renouvelé<sup>2</sup>, en particulier parmi la jeune recherche qui explore de nouveaux terrains et revisite les approches théoriques développées au cours des décennies précédentes<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cette proposition de dossier a été soumise à la revue EspacesTemps.net en juin 2011.

<sup>2</sup> On peut en outre souligner la création récente de deux réseaux : réseau « Production de la ville » à l'Université Paris Est Marne la Vallée autour d'Alain Bourdin ; et, plus spécifiquement sur les questions de financiarisation, autour de Ludovic Halbert, a été lancé au LATTS le séminaire FiT In (Finance, Territoire et Infrastructures).

<sup>3</sup> En témoignent notamment l'intérêt des propositions reçues et le caractère stimulant des échanges lors d'une école thématique du CNRS co-organisée par trois laboratoires de sciences sociales (PACTE (Grenoble), LATTS

Un bref passage en revue de la littérature permet, sans prétention à l'exhaustivité, d'identifier trois approches des relations entre ville et marché : les répercussions des logiques macro de marché, le rôle de l'argent au niveau micro, et la relation entre acteurs publics et privés.

La première approche, centrée sur *les logiques de marché*, explore la manière dont des transformations économiques plus générales, telles que les transformations du capitalisme, les dynamiques financières, et les processus de mondialisation, structurent l'évolution des formes et des politiques urbaines. Développées dès les années 1960 dans les approches marxistes des politiques urbaines, notamment autour de David Harvey et Manuel Castells (Castells, 1972, 1974 ; Harvey, 1973, 2001), ces réflexions ont été depuis largement poursuivies et débattues (Merrifield, 2002 ; Brenner, 2004 ; Lefèvre, Négrier, 2010) et ont bénéficié des apports respectifs de la sociologie, de la géographie et des études urbaines. Dans cette perspective macro des transformations urbaines, essentiellement développée par les approches socio-économiques (Pickvance, 1995), l'intensification d'une logique de mondialisation se manifeste notamment à travers la volatilité accrue des flux financiers et des personnes. Cette évolution contribue à la diversification et à la transformation des modèles d'entreprises, de leurs stratégies et modes d'organisation, avec des effets importants sur l'organisation des économies, des sociétés et des espaces politiques urbains (Le Galès, 2006). Aujourd'hui, les discussions s'articulent largement autour de la notion de « néolibéralisation » et portent sur les liens entre régulations économiques, restructurations de l'Etat et fabrique des politiques urbaines (Brenner, Theodore, 2002 ; Jessop, 2002 ; Peck, 2004 ; Béal, 2010).

La seconde, à partir des travaux fondateurs de Georg Simmel et dans une perspective micro, centre l'analyse sur *le rôle de l'argent dans le quotidien de la ville* (Simmel, 1900). L'argent constitue en effet l'un des dispositifs permettant la coordination impersonnelle nécessaire au développement des grandes métropoles. Néanmoins, la ville est menacée dans son sens même par la généralisation des logiques capitalistes qui font primer la valeur d'échange sur la valeur d'usage, empêchant l'appropriation des espaces urbains. Les auteurs s'inscrivant dans cette perspective ont privilégié des échelles plus micro, comme le quartier (Authier et al., 2007), le magasin (Lallement, 2005), afin de développer une analyse fine des situations d'échange (marchand, non-marchand) et des règles transactionnelles dans différents types d'espaces publics urbains. Ces travaux montrent que la ville contemporaine souffre d'un excès de marchandisation (*commodification*), qui contribue à la privatisation croissante des espaces publics (Fleury, 2010), au renforcement des inégalités et, dans certains cas, à des formes de résistance qui se manifestent par la mise en place d'une économie informelle partiellement démonétarisée, par le recours aux réseaux sociaux (capital social), à la remise en cause de pratiques d'échange et de consommation classiques (Lallement, 2010) ou encore par le renouvellement des formes de l'action collective (squats, mouvements de sans logis, etc.) (Pattaroni, 2007 ; Aguilera, 2010).

Enfin, une longue tradition de recherche urbaine montre la pertinence d'une approche centrée sur les liens unissant acteurs politiques et acteurs économiques dans les villes. Initiée aux Etats-Unis dans la

---

(ENPC, Paris), LASUR (EPFL, Lausanne) sur la thématique « Le marché fait-il la ville? ». Les controverses de l'action publique, 29-30 septembre & 1er octobre 2010, Aussois : <http://controverses.hypotheses.org>

lignée des travaux fondateurs de John Logan et Harvey Molotch (1976, 1987) d'une part, et de Clarence Stone (1989) d'autre part, ces recherches ont mis en avant le poids de relations stabilisées, souvent informelles, entre les élites politiques locales et les acteurs économiques dans le développement local à partir des notions de « coalition de croissance » ou de « régime urbain ». Ces notions ont ensuite été amendées et retravaillées dans le contexte européen (Stoker, Mossberger, 1994 ; Peck, Tickell, 1995 ; Le Galès, 1997 ; Bassett, 1996 ; Fainstein, 2001) et plus récemment, dans celui des grandes métropoles du sud (Lorrain, 2011). Ces travaux questionnent l'autonomie des acteurs de marché ainsi que les contraintes pesant sur leur capacité d'intervention dans la production des politiques urbaines. Les débats autour des notions de « régulation » et de « gouvernance » interrogent sur la contribution des acteurs de marché à la recomposition des formes de production des politiques urbaines et sur l'articulation entre différentes logiques de régulation (marchande, politique, sociale) des territoires urbains (Le Galès, 1995 ; Pinson, 2009).

Ce dossier s'ancre dans ces débats et réflexions. Les contributions rassemblées adoptent assez largement un positionnement intermédiaire d'analyse, centré sur les acteurs de marché, et proche de la dernière perspective présentée. Cette posture n'exclut pas les références et dialogues avec d'autres traditions de recherche. Surtout, les auteurs invitent à questionner les fondements empiriques et épistémologiques de l'analyse des acteurs de marché dans la ville. Les trois entrées suivantes sont mobilisées de manière complémentaire par les auteurs du numéro : une entrée par les acteurs de marché (1) ; une perspective interdisciplinaire (2) ; des dispositifs méthodologiques contrastés (3).

## 2. Les acteurs de marché, une entrée heuristique dans la ville

La notion d'« acteurs de marché » sera travaillée tout au long des contributions de ce numéro. Cette notion commune nous paraît heuristique pour générer des démarches et questionnements empiriques novateurs et contribuer aux débats théoriques préalablement évoqués. Elle nous permettra notamment d'appréhender l'articulation de tendances de long terme et de transformations plus récentes, comme les dynamiques de financiarisation et processus de revalorisation de certains territoires. La discussion de cette notion sera au cœur de l'introduction de cette traverse, préparée par **Charlotte Halpern** et **Julie Pollard**. Comment positionner cette notion dans la littérature de la recherche urbaine (et notamment par rapport à la notion d'*economic actors*) ? Comment caractériser, au plan théorique, les acteurs de marché ? Comment cette notion s'intègre-t-elle dans différents dispositifs de recherche ? Quelles sont les caractéristiques de ces acteurs, situés à l'intersection entre des logiques globales et des relations contextualisées ? Quels sont les modes opératoires et les stratégies, mais aussi les registres argumentatifs, qu'ils privilégient ? Dans quelle mesure leurs mobilisations permettent-elles d'expliquer les transformations urbaines ?

Ces questions posent le problème de la définition, de la caractérisation des acteurs de marché. A un premier niveau, ces acteurs de marché peuvent être des entreprises, décrites notamment par Dominique Lorrain (2002). Celui-ci souligne ainsi la diversité croissante des entreprises qui fabriquent la ville : aux côtés des entreprises « classiques » du monde urbain que sont les promoteurs immobiliers et les

entreprises de construction, d'autres acteurs ont émergé : *multi-utilities*, opérateurs d'eau, firmes de déchets et de nettoyage, électriciens, ingénieristes, industriels fabriquant des objets techniques (systèmes de chauffage, équipements de traitement des eaux usées, etc.), etc. Mais ces grandes entreprises urbaines ne constituent qu'une fraction des acteurs de marché.

L'approche proposée dans cette traverse entend rendre compte de l'évolution de ces acteurs « classiques » du monde urbain, tout en restant ouverte à l'intégration d'autres acteurs identifiés dans les résultats de recherche présentés par les différentes contributions.

Tout d'abord, l'analyse des entreprises excède largement l'analyse des firmes d'envergure nationale ou internationale : les PME et les entrepreneurs locaux sont également observés. Quels rôles jouent-ils aujourd'hui dans différents contextes urbains ? Les entreprises sont loin de constituer un groupe homogène, comme en témoignent l'extrême diversité de leurs modes d'organisation, de leurs structures de financement, et des modèles économiques qu'elles développent. Dans son texte, **Alice Romainville** décrit la diversité des entreprises de promotion immobilière dans l'agglomération bruxelloise et met en exergue les répercussions spatiales des stratégies différenciées des entreprises, en fonction de leur taille. **Isabelle Baraud Serfati** et **Ludovic Halbert** proposent quant à eux de rendre compte du caractère non-homogène des acteurs financiers, entendu comme un type d'acteurs de marché qu'ils entreprennent de caractériser en fonction de leurs ressources, de leur stratégie de rendement / risque et en fonction du type « d'objet urbain » produit. Cette contribution propose, de manière stimulante, de prendre compte à la fois les acteurs financiers (SIIC, fonds d'investissement, investisseurs institutionnels, etc.) que les acteurs « financiarisés », soit côtés en bourse soit propriété de fonds de *private equity*.

Par ailleurs, la réflexion excède l'étude de seules entreprises : les acteurs de marché peuvent être aussi bien des acteurs individuels que des acteurs collectifs, et les entreprises ne sont pas les seuls acteurs collectifs. On mentionnera ici les groupes professionnels ou les autres groupes d'intérêt que leur statut juridique ne permet pas clairement de caractériser. A travers le cas espagnol, **Céline Vaz** invite ainsi à mettre en perspective les interactions entre acteurs publics locaux et associations professionnelles de promoteurs immobiliers et d'agents d'urbanisation du sol, en montrant comment certaines configurations d'acteurs se mettent en place dès les années 1960. L'évolution des acteurs de marché, et du soutien apporté au régime de Franco, permet aussi d'éclairer sous un autre jour la chute de la dictature.

Nous proposons donc de défaire le lien implicite entre acteurs de marché et entreprises. Cette ouverture nous semble d'autant plus importante que les acteurs de marché ne sont pas nécessairement des acteurs privés, mais peuvent aussi avoir un statut public ou relever de catégories hybrides. Dans un contexte où se brouillent les frontières et les stratégies d'acteurs publics et privés, la notion d'acteur de marché ne constitue-t-elle pas un moyen de travailler ces ambivalences, sans prétendre y répondre *a priori* ?

Ensuite, proposer une entrée par les acteurs de marché n'induit pas une étude initiée à partir des acteurs : le choix de partir de territoires urbains peut être une stratégie de recherche stimulante. Cela peut

permettre de considérer l'investissement historique de certaines entreprises familiales sur un même territoire (Fiat à Turin, Michelin à Clermont-Ferrand, etc.)<sup>4</sup> ou de prendre la mesure du rôle structurant d'autres entreprises à l'échelle d'un quartier (Tati dans le quartier Barbès à Paris). Comment penser ce lien entre acteurs de marché et territoires, et ce à différentes échelles ? Dans quelle mesure la diversification des acteurs de marché, leurs transformations, structurent-elles l'évolution des formes urbaines ? C'est notamment à cette question que s'attachent Aurélie Delage et Emmanuelle Lallement dans leurs contributions. **Aurélie Delage** ancre ainsi son analyse dans l'observation d'une situation urbaine particulière, celle des quartiers de gares dans des villes peu attractives. Quelles formes d'intervention les acteurs de marché développent-ils dans ces territoires *a priori* « hors marché » ? De son côté, **Emmanuelle Lallement** analyse la formation de situations marchandes urbaines qui questionne les liens entre commerces et espace public. A partir d'une analyse ethnologique de centralités marchandes comme Barbès à Paris mais aussi de situations de marché (formel et informel) dans différents quartiers parisiens, elle développe une réflexion sur la construction matérielle et symbolique de la ville par le commerce et l'émergence d'acteurs de marché aux statuts divers.

Enfin, l'entrée privilégiée permet de rendre compte des relations qui se nouent, sur un territoire, entre acteurs de marchés, mais aussi entre certains acteurs de marché et d'autres acteurs, issus des sphères politiques et de la société civile. Ces relations peuvent être plus ou moins stables dans le temps et plus ou moins institutionnalisées. **Deborah Galimberti** donne ainsi à voir les acteurs privés en creux, à travers les efforts mis en œuvre par les gouvernements locaux pour les attirer. Ces interactions renvoient à des situations de coopération, mais également de conflit. **Louise Carlier et Vincent Calay** proposent de déconstruire l'idée même de coalition de croissance, en montrant, à partir d'une approche pragmatiste du projet urbain bruxellois, qu'une coalition n'est pas seulement un état de fait ou une stratégie d'action, mais peut aussi constituer un outil cognitif investi par les acteurs. L'approche pragmatiste permet aussi de rendre compte de la montée en puissance d'une forme d'expertise spécifique, issue du monde académique, qui contraint les registres de justification et les modes opératoires des acteurs de marché.

Les contributions rassemblées dans cette traverse permettent de confronter les approches, et d'en montrer les apports et les limites grâce à la diversité assumée des postures de recherche et des méthodes : échanges en situation (approche pragmatiste), relations entre commerce et ville (approche ethnographique), ajustements entre l'offre et la demande (analyse économique) etc. Ce déplacement de la focale et la confrontation des différentes traditions de recherche, auxquelles nous invitent les contributions rassemblées dans ce numéro spécial, permettent ainsi de rendre compte des interactions qui s'opèrent entre les acteurs de marché et leurs clients et/ou usagers à différentes échelles de la ville contemporaine, mais aussi sur la longue durée. De ce point de vue, le caractère nouveau, inédit, du rôle pris par les acteurs de marché dans la fabrique urbaine est remis en perspective par plusieurs contributions, qu'il s'agisse de l'approche diachronique des relations entre acteurs de marché et développement urbain que propose

---

<sup>4</sup> Pour une synthèse récente de la littérature sur les *one-company towns*, voir Artioli (2010).

**Déborah Galimberti**, du travail d'archives réalisé par **Céline Vaz** sur les associations professionnelles dans le secteur immobilier, ou encore de l'étude du développement de trois foncières sur toute la durée du 20<sup>ème</sup> siècle à laquelle se livrent **Isabelle Baraud Serfati** et **Ludovic Halbert**. **Dominique Lorrain**, à partir d'une analyse critique des catégories d'analyse et des postures de recherche privilégiées par les études urbaines (écoles marxistes, géographes urbains, sociologues) montre que si les villes ont toujours eu affaire avec les marchés, elles n'ont jamais été totalement organisées par les marchés. De son point de vue, les phénomènes tels que la globalisation des marchés, l'émergence d'une industrie de la finance, et le développement des grandes firmes urbaines confirme cette hypothèse de départ, tout en modifiant durablement les paramètres de la relation entre villes et marchés (problèmes, acteurs, règles du jeu). En conclusion de cette traverse, **Dominique Lorrain** montre les limites d'une entrée exclusivement centrée sur les acteurs et plaide pour une approche plus fine des institutions, parmi lesquelles il distingue, outre les institutions formelles, les institutions de second rang (instruments) et informelles (culture, mentalités).

Au total, pour prendre en compte l'ensemble de ces pistes, tout en structurant une réflexion commune, nous proposons d'appréhender la notion d'acteurs de marché dans une double acception, à la fois comme une notion descriptive et comme une catégorie d'analyse intermédiaire. Dans sa première acception, la notion d'« acteur de marché » est définie empiriquement comme l'ensemble des individus et organisations privées qui contribuent à la fabrique de la ville et dont les modes opératoires sont empruntés à la sphère marchande, par opposition aux sphères politiques et de la société civile. En tant que catégorie d'analyse intermédiaire, cette notion est par ailleurs chargée d'un ensemble de présupposés liés aux usages qui ont pu en être faits par les disciplines des sciences sociales dans une perspective stratégique et rationnelle de l'action. Ce travail collectif sera donc également l'occasion de discuter de ces postulats.

### **3. L'interdisciplinarité pour susciter une réflexion épistémologique et méthodologique.**

Cette traverse adopte une perspective interdisciplinaire pour favoriser une certaine réflexivité quant à la posture de recherche, aux catégories d'analyse et aux dispositifs méthodologiques privilégiés. Ce choix opère à deux niveaux. En premier lieu, la traverse dans son ensemble rassemble des auteurs issus de différentes disciplines (géographie, urbanisme, science politique, sociologie, économie urbaine, ethnologie, histoire). En second lieu, chacune des contributions propose une approche originale de la relation entre villes et marchés, que ce soit pour opérer des croisements fructueux entre approches disciplinaires, pour revisiter certains outils par le biais de dispositifs d'enquête originaux, ou enfin, pour souligner les limites d'une réflexion sur les « nouveaux » acteurs de marché ou sur les modes opératoires supposés « innovants » de ceux-ci.

Qu'il s'agisse de rendre compte de la diversification des acteurs de marché ou des effets de transformations plus générales sur les acteurs de marché préexistants dans les villes contemporaines, l'enjeu consiste ainsi à collecter des données visant à caractériser de manière précise la réalité qu'elle recouvre.



Les contributeurs rassemblés dans ce numéro spécial ont développé des dispositifs d'enquête contrastés pour caractériser les acteurs de marché et contourner les écueils identifiés par la littérature. **Déborah Galimberti** centre l'analyse sur la production textuelle des acteurs de marché, tandis que **Vincent Calay** et **Louise Carlier** s'intéressent à la production discursive des acteurs en situation. **Céline Vaz** propose un travail sur les archives des associations professionnelles, et notamment syndicales, pour rendre compte de la distanciation à l'égard du franquisme, et le rapprochement avec la société civile espagnole. **Alice Romainville** combine de manière originale les méthodes qualitative et quantitative pour rendre compte des effets, sur les groupes sociaux et les formes urbaines, des permis de construire octroyés aux producteurs de logement. D'autres enfin s'interrogent enfin sur les limites inhérentes à l'accès aux sources sur des terrains de ce type. Quels sont les apports originaux d'une approche matérielle des acteurs de marché, centrée sur les rapports financiers et la presse économique, comme le proposent **Isabelle Barraud Serfaty** et **Ludovic Halbert** ? Comment aller au-delà pour prendre en compte, comme le suggère **Dominique Lorrain**, la dimension informelle et immatérielle des institutions de second rang ? **Aurélié Delage** s'interroge sur les limites des enquêtes par entretien pour explorer ce qui relève de la culture d'entreprise, de formes de coopération institutionnalisées et, parfois, de nature clientéliste. **Emmanuelle Lallement** discute avec précision de l'apport d'une enquête ethnographique pour étudier de manière fine les situations d'échanges marchands et non marchands.

L'explicitation des choix de posture et de dispositifs méthodologiques, par chacun des contributeurs permettra de rendre compte des enjeux épistémologiques et méthodologiques que pose l'étude des acteurs de marché. Cette traverse constituera ainsi une occasion d'engager la réflexion sur l'apport de l'analyse comparée, entre acteurs de marché (**Isabelle Barraud Serfaty**), entre villes (**Aurélié Delage**) et dans le temps (**Déborah Galimberti**). Le recours à des conceptions distinctes de l'action (stratégique, pragmatiste, critique) permettra aussi de rendre compte du caractère polysémique des entrées par les acteurs de marché. De ce point de vue, la contribution de **Vincent Calay et Louise Carlier** discute de l'apport et des limites d'une perspective pragmatique de la gouvernance urbaine pour renouveler l'analyse de la relation entre ville et marché.

A partir d'une entrée par les acteurs de marché, cette traverse propose donc d'explorer les enjeux épistémologiques et méthodologiques que pose l'analyse des relations entre villes et marchés. Outre qu'elles présentent des résultats empiriques originaux, issus de recherches en cours, les auteurs rassemblés ici assument la diversité des démarches de recherche qui les caractérise pour montrer les apports et les limites d'une entrée par les acteurs de marché.

#### **4. Liste des contributions**

**Charlotte Halpern (PACTE / IEP Grenoble), Julie Pollard (IEPI / UNIL & SPAN)** : Les acteurs de marché : apports et limites pour penser la relation entre villes et marchés.

**Isabelle Baraud-Serfaty (IBICITY), Ludovic Halbert (LATTS, ENPC) :** La ville des promesses ou comment les acteurs financiers dessinent la ville.

**Alice Romainville (Laboratoire de géographie humaine, Université Libre de Bruxelles) :** La production du logement à Bruxelles entre choix des ménages et stratégies d'investisseurs. Acteurs, pratiques et revalorisation du foncier.

**Céline Vaz (Université Paris Ouest Nanterre La Défense, IDHE) :** Les promoteurs immobiliers et le régime franquiste : du rôle d'auxiliaire de l'État à l'émancipation

**Aurélié Delage (Institut d'Urbanisme de Lyon/Université Lyon 2) :** Faire la ville sous contraintes croisées : la gare comme support d'une prophétie auto-réalisatrice ?

**Deborah Galimberti (Université Lyon 2 & Université de St Etienne) :** « *Wannabe attractive cities in Europe* » : La dimension politique des politiques d'attractivité urbaine à Lyon et Milan.

**Vincent Calay (Université Libre de Bruxelles) et Louise Carlier (Université Libre de Bruxelles) :** Pour une approche pragmatiste des coalitions de croissance. La transformation des modes de gestion des affaires urbaines à Bruxelles.

**Emmanuelle Lallement (Université Paris-Sorbonne, CELSA) :** Les situations d'échange marchand en milieu urbain : quand faire commerce c'est faire ville.

**Dominique Lorrain (CNRS, LATTS, ENPC) :** Les marchés dans la ville : vers des hypervilles comme on dit hypermarché ?

## BIBLIOGRAPHIE

- Aguilera, Thomas (2010). « Réguler et policer les squats à Paris. Politiques publiques et construction de l'ordre ». *Working papers du Programme Villes & territoires*, 8, Paris, Sciences Po : <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/files/2010/11/WP-Aguilera.pdf>
- Artioli, Francesca (2010). « Comment gouverner une population urbaine invisible ? », *Working papers du Programme Villes & territoires*, 7, Paris, Sciences Po : <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/files/2010/11/Artioli-Comment-gouverner-une-population-invisible.pdf>
- Authier, Jean-Yves, Bacqué, Marie-Hélène et Guérin-Pace, France, *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Paris, 2007.
- Bassett, Keith (1996). « Partnerships, Business Elites and Urban Politics: New Forms of Governance in an English City? ». *Urban Studies*, 33(3), p. 539-555.
- Béal, Vincent (2010). « *Does neoliberalisation matter ? Apports et limites d'une notion montante des urban studies dans la science politique française* ». *Working papers du Programme Villes & territoires*, 1.
- Brenner, Neil ; Theodore, Nik (2002). *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in Western Europe and North America*. Oxford, Boston: Blackwell.
- Brenner, Neil (2004). *New States Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*. Oxford : Oxford University Press.

- Castells, Manuel (1972). *La question urbaine*. Paris : Maspéro.
- Castells, Manuel (1974). *Monopolville. L'entreprise, l'État, l'urbain*. Paris : Mouton.
- Coutard, Olivier (2007). « *Marchandisation des services en réseaux et fragmentation urbaine* », *Urbia - Les Cahiers du développement urbain durable*, Lausanne : Université de Lausanne, n°5.
- Davis, Mike (1990). *City of quartz : excavating the future in Los Angeles*, London : Verso.
- Fainstein, Susan (2001). *The city builders : property development in New York and London, 1980-2000*. [2nd ed.], Lawrence, Kan. : University Press of Kansas.
- Fleury, Antoine (2010). « Public/privé : la (re)distribution des rôles dans la production des espaces publics à Paris et à Berlin », *Métropoles*, n°8, <http://metropoles.revues.org/4346>
- Garcia, Marisol (2010). « The breakdown of the Spanish urban growth model », *International Journal of Urban and Regional Research*, 34(4), p. 967-980.
- Harvey, David (1973). *Social Justice and the City*. Baltimore : John Hopkins University Press.
- Harvey David (2001). *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*, Oxford : Blackwell.
- Jessop, Bob (2002). « Liberalism, Neoliberalism and Urban Governance: A State-Theoretical Perspective », *Antipode*, Vol. 34 (3).
- Lallement, Emmanuelle (2005). « Tati et Barbès : différence et égalité à tous les étages », *Ethnologie française*, 2005/1, vol.35, p.37-46.
- Lallement, Emmanuelle (2010). « Ruptures, abandon, déplacements. Ethnologie des pratiques alternatives de consommation et d'échange ». *Sociologie pratiques*, n°20, 1, p. 23-36.
- Lefèvre, Christian, Négrier, Emmanuel (dir.) (2010). « La nouvelle critique urbaine. Dossier en hommage à Bernard Jouve ». *Métropoles*, n°7, <http://metropoles.revues.org/4172>
- Le Galès, Patrick (1995). « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine ». *Revue française de science politique*, 45(1), p. 57-95.
- Le Galès, Patrick (1997). « Quels intérêts privés dans les villes européennes? » In Bagnasco, Arnaldo, Le Galès, Patrick (dir.). *Villes en Europe*. Paris : la Découverte.
- Le Galès, Patrick (2006), « Governing globalizing cities, reshaping urban policies », dans Rapport OCDE, <http://www.oecd.org/dataoecd/11/2/40077635.pdf>
- Logan, John (1976). « Notes on the Growth Machine: The Emergent Alliance between Homeowners and Local Elites ». *American Journal of Sociology*, 82(2), p. 349-352.
- Logan, John ; Molotch, Harvey (1987). *Urban Fortunes : the Political Economy of Place*. Berkeley, Calif. : University of California Press.
- Lorrain, Dominique (2005). « Urban capitalisms. European models in competition », *International Journal of Urban and Regional Research*, 29(2), p. 231-267.
- Lorrain, Dominique (2002). « Les grands groupes et la ville ». *Entreprises et histoire*. n°30.
- Lorrain, Dominique (dir.) (2011). *Gouverner les métropoles XXL*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Merrifield, Andy (2002). *Metromarxism : A Marxist Tale of the City*. London, New York : Routledge.
- Pattaroni, Luca (2007). « La ville plurielle. Quand les squatters ébranlent l'ordre urbain », In Bassand, Michel ; Kaufman, Vincent ; Joye, Dominique. *Enjeux de la sociologie urbaine*. Lausanne : PPUR, p. 283-314.
- Peck, Jamie ; Tickell, Adam (1995). « Business Goes Local: Dissecting the 'Business Agenda' in Manchester », *International Journal of Urban and Regional Research*, 19, p. 55-78.
- Peck, Jamie (2004). « Geography and public policy: constructions of neoliberalism ». *Progress in Human Geography*, 28(3), p. 392-405.
- Pickvance, Chris (1995). « Marxist theories of urban policies », in Judge, David; Stoker, Gerry ; Wolman, Harold (ed.). *Theories of urban politics*. London: Sage, p. 253-275.
- Pinson, Gilles (2009). *Gouverner la ville par projet : urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Paris : Les presses de Sciences Po.
- Pollard, Julie. *Acteurs économiques et régulation politique : les promoteurs immobiliers au centre des politiques du logement dans les régions de Paris et de Madrid*, Thèse de doctorat en Science politique, Paris : Institut d'études politiques : 2009.
- Simmel, Georg (1900 [1999]). *Philosophie de l'argent*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Stone, Clarence (1989). *Regime Politics : Governing Atlanta, 1946-1988*. Lawrence, Kans. : University Press of Kansas.

Stoker, Gerry ; Mossberger, Karen (1994). « Urban regime theory in comparative perspective », *Environment and Planning C: Government and Policy*, 12(2), p. 195–212.